



ERRATUM

Commission paritaire des maîtres-tailleurs, des
tailleuses et des couturières.
n° 107

**CCT n° 120297/CO/107
du 16/01/2014**

Correction du texte en français :

- l'article 8 doit être lu comme suit : « *A chaque paiement, le salaire global des ouvriers et ouvrières à domicile sera majoré de 10 p.c. à titre d'indemnité pour les frais généraux qui sont à leur charge (chauffage, éclairage, etc.). Cette indemnité sera portée à 15 p.c. lorsque les travailleurs à domicile fournissent eux-mêmes les petites fournitures (fils, bordures, etc.).* ».

Correction du texte en français :

- l'article 9 doit être lu comme suit : « *Sans préjudice des dispositions des lois du 26 janvier 1951 et du 4 août 1978 concernant la tenue des documents sociaux, les indemnités visées à l'article 6 seront inscrites séparément dans le livret des salaires à chaque paiement. Les heures fixées à l'article 7 pour l'exécution de chaque pièce de vêtement doivent être fixées par écrit au moment de la conclusion du contrat de travail.* ».

Correction du texte en néerlandais :

- l'article 13 doit être lu comme suit : « *De werkgevers delen aan de voorzitter van het Paritair Comité de krachtens artikel 11, ~~tweede lid~~, of artikel 12 in hun onderneming ingevoerde arbeidsregeling mede. De voorzitter geeft kennis van deze arbeidsregeling aan de in het Paritair Comité voor de meester-kleermakers, de klermaaksters en naaisters vertegenwoordigde organisaties.* ».

Correction du texte en français :

- « *CHAPITRE V. - Dispositions finales* » doit être lu comme suit : « *CHAPITRE VI. - Dispositions finales* ».

Décision du

ERRATUM

Paritair Comité voor de meesterkleermakers, de
klermaaksters en naaisters.
nr. 107

**CAO nr. 120297/CO/107
van 16/01/2014**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- artikel 8 moet als volgt gelezen worden : « *A chaque paiement, le salaire global des ouvriers et ouvrières à domicile sera majoré de 10 p.c. à titre d'indemnité pour les frais généraux qui sont à leur charge (chauffage, éclairage, etc.). Cette indemnité sera portée à 15 p.c. lorsque les travailleurs à domicile fournissent eux-mêmes les petites fournitures (fils, bordures, etc.).* ».

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- artikel 9 moet als volgt gelezen worden : « *Onverminderd de bepalingen van de wet van 26.01.1951 en 04.08.1978 betreffende het bijhouden van de sociale documenten worden de in art. 6 bedoelde vergoedingen bij elke uitbetaling afzonderlijk in het loonboekje ingeschreven. De in art. 7 bepaalde uren voor uitvoering van elk kledingstuk moeten schriftelijk worden vastgelegd bij het afsluiten van de arbeidsovereenkomst.* ».

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- artikel 13 moet als volgt gelezen worden : « *De werkgevers delen aan de voorzitter van het Paritair Comité de krachtens artikel 11, ~~tweede lid~~, of artikel 12 in hun onderneming ingevoerde arbeidsregeling mede. De voorzitter geeft kennis van deze arbeidsregeling aan de in het Paritair Comité voor de meester-kleermakers, de klermaaksters en naaisters vertegenwoordigde organisaties.* ».

Verbetering van de Franstalige tekst :

- « *CHAPITRE V. - Dispositions finales* » moet als volgt gelezen worden : « *CHAPITRE VI. - Dispositions finales* ».

Beslissing van

15-01-2015

COMMISSION PARITAIRE DES MAITRES-TAILLEURS, DES TAILLEUSES ET COU- TURIERES

C.C.T du 16 janvier 2014 concernant les salaires et conditions de travail

CHAPITRE 1. - Champ d'application

Article 1.

La présente convention collective de travail s'applique à l'employeur, aux ouvriers et ouvrières, y compris les ou-
vriers domestiques, des entreprises ressortissant à la compétence de la Commission paritaire des maîtres-
tailleurs, des tailleuses et couturières, CP 107 (arrêté royal du 29 janvier 1991 - Moniteur belge du 8 février
1991).

La présente convention collective de travail remplace la convention collective de travail du 06 décembre ²⁰¹¹ concer-
nant les salaires et les conditions de travail pour les maîtres-tailleurs, les tailleuses et les couturières CP 107 (ar-
rêté royal 09/01/2013 Moniteur belge du 28/02/2013). (n° 107778 /CO/107)

CHAPITRE 2. - Salaires

Article 2. Jeunes

- Jeunes 16 ans - 18 ans

Les mineurs et les apprentis liés par un contrat de travail ont droit à un salaire conforme aux pourcentages
repris au tableau ci-dessous et fluctuant en fonction de l'âge sur la base du niveau salarial 1.

- Jeunes 18 ans - 21 ans

A partir de l'âge de 18 ans, le jeune travailleur et l'apprenti liés par un contrat de travail durant un stage de
démarrage d'un an (exprimé en équivalents temps plein) reçoivent le pourcentage du salaire de la fonction,
repris dans le tableau ci-dessous. Ensuite, il/elle reçoit le salaire complet de la fonction prévu à l'article 4.

- Tableau des barèmes des jeunes (ce tableau adapté entre en vigueur à partir du 01.01.2014 et est valable
pour une durée indéterminée)

21 ans : 100 %
20 ans : 98 %
19 ans : 96 %
18 ans : 94 %
17 ans : 94%
16 ans : 94%.

Article 3.

A partir de l'âge de 18 ans, un stage de démarrage d'au moins 12 mois acquis dans d'autres entreprises visées
par la présente convention collective de travail est pris en considération pour l'acquisition du salaire complet de la
fonction. Il sera prouvé par des déclarations fournies par les employeurs et transmises au moment de l'entrée en
service.

Article 4.

Au 1^{er} septembre 2013, les salaires s'élèvent aux montants suivants :

EURO

- Niveau 1 :
aides et finisseurs(euses) : 11,0445 EURO
- Niveau 1bis :
aides et finisseurs(euses) après 3 ans d'ancienneté : 11,5894 EURO
- Niveau 2 :
les assistants ouvriers et ouvrières : 12,1944 EURO
- Niveau 3 :
ouvriers et ouvrières qualifiés : 13,0038EURO
- Niveau 4 :
ouvriers et ouvrières très qualifiés (ouvrières d'élite) : 13,4099 EURO
- Niveau 5 :
ouvriers tailleurs et ouvrières tailleuses : 13,8159 EURO

Article 5

A partir du 01.01.2014 une indemnité vélo de 0,12 euro par kilomètre est introduite. Cette disposition est introduite pour une durée indéterminée.

Article 6

A partir du 01.01.2014 la prime syndicale de 128 euro est portée à 135 euro. Son financement sera réglé selon les modalités convenues au sein du Fonds commun de sécurité d'existence respectivement pour les secteurs des maîtres-tailleurs, des tailleuses et couturières et des vêtements sur mesure et couture dames.

CHAPITRE 3. - Travail à domicile

Article 7.

Le salaire à façon est calculé en multipliant le nombre d'heures requises pour la réalisation de chaque pièce par le salaire horaire correspondant à une des fonctions mentionnées à l'article 4 de la présente convention collective de travail.

Article 8.

A chaque paiement, le salaire global des ouvriers et ouvrières sera majoré de 10 p.c. à titre d'indemnité pour les frais généraux qui sont à leur charge (chauffage, éclairage, etc.). Cette indemnité sera portée à 15 p.c. lorsque les travailleurs à domicile fournissent eux-mêmes les petites fournitures (fils, bordures, etc.).

A DOMICILE



Article 9.

Sans préjudice des dispositions des lois du 26 janvier 1951 et du 4 août 1978 concernant la tenue des documents sociaux, les indemnités visées à l'article 6 seront inscrites séparément dans le livret des salaires à chaque

paiement. Les heures fixées à l'article 5 pour l'exécution de chaque pièce de vêtement doivent être fixées par écrit au moment de la conclusion du contrat de travail.

CHAPITRE 4. - Temps de travail

Article 10.

La limite maximum du temps de travail hebdomadaire est fixée à 38 heures.

Article 11.

Le temps de travail hebdomadaire est réparti sur cinq jours de la semaine. Le jour d'inactivité est fixé par accord entre l'employeur et la majorité de ses ouvriers et ouvrières, soit le lundi ou le samedi, soit alternativement le lundi et le samedi.

Article 12.

En dérogation aux dispositions de l'article 11, l'employeur pourra, en accord avec la majorité des ouvriers et ouvrières, répartir le travail sur six jours, à condition qu'un jour d'inactivité par semaine soit attribué à chaque travailleur individuellement, soit le samedi, soit le lundi, selon un système d'alternance convenu entre les parties.

Article 13.

Les employeurs communiqueront au président de la commission paritaire le régime de travail instauré dans leur entreprise en vertu de l'article 11 ou de l'article 12. Le président communiquera ce régime de travail aux organisations représentées au sein de la Commission paritaire des maîtres-tailleurs, des tailleuses et couturières.

Chapitre 5. – Crédit-temps

Article 14

En exécution de l'article 8 § 3 de la convention collective de travail n° 103, l'âge ouvrant le droit à la diminution de carrière 1/5 dans le cadre d'un emploi fin de fin de carrière pour les ouvriers/ouvrières répondant aux conditions énumérées dans l'article 8 § 3, est porté à 50 ans.

Il peut uniquement être fait appel à cette possibilité moyennant l'accord de l'employeur.

Les dispositions du présent article s'appliquent à la période du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014.

CHAPITRE 6 - Dispositions finales

Article 15.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013 et cesse de produire ses effets le 31 décembre 2014. Elle est reconduite tacitement d'année en année, si elle n'est pas dénoncée avant l'échéance annuelle par une des parties signataires, moyennant un préavis de trois mois notifié par envoi postal recommandé, adressé au président de la Commission paritaire des maîtres-tailleurs, des tailleuses et couturières et aux organisations représentées en son sein.

Paritair comité voor de Meester-kleermakers, de klermaaksters en naaisters

C.A.O. van 16 januari 2014 betreffende de lonen en de arbeidsvoorwaarden

Hoofdstuk 1. – Toepassingsgebied

Artikel 1

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgever, de werklieden en werksters met inbegrip van de huisarbeiders van de ondernemingen ressorterend onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de meesterkleermakers, de klermaaksters en naaisters, P.C.107 (K.B. 29.01.1991 – B.S. 08.02.1991).

Deze C.A.O. vervangt de C.A.O. van 06 december 2011 betreffende de lonen en arbeidsvoorwaarden voor de meester-kleermakers, de klermaaksters en naaisters (P.C. 107). (KB. 09/01/2013 BS. 28/02/2013) (no. 10777816/110)

Hoofdstuk 2. – Lonen

Artikel 2: Jongeren

- Jongeren 16j – 18j

De minderjarigen en de leerlingen verbonden met een arbeidsovereenkomst hebben recht op loon volgens de percentages opgenomen in de navolgende tabel en schommelend volgens de leeftijd op basis van loonniveau 1.

- Jongeren 18j – 21j

Vanaf de leeftijd van 18 jaar ontvangt de jonge werknemer en de leerling verbonden met een arbeidsovereenkomst gedurende een aanloopstage van 1 jaar (uitgedrukt in voltijdse equivalenten) het percentage van het functieloon, opgenomen in onderstaande tabel. Nadien krijgt hij/zij het volledige functieloon voorzien in artikel 4.

- Tabel jongerenbarema's (deze aangepaste tabel treedt in voege vanaf 01.01.2014 en geldt voor onbepaalde duur)

21 jaar 100%
20 jaar 98%
19 jaar 96%
18 jaar 94%
17 jaar 94%
16 jaar 94%

Artikel 3

Vanaf de leeftijd van 18 jaar wordt een aanloopstage van minstens 12 maanden verworven in andere bij deze collectieve arbeidsovereenkomst bedoelde ondernemingen, in aanmerking genomen voor het verwerven van het volledige functieloon. Zij wordt bewezen door verklaringen afgeleverd door de werkgevers en overhandigd op het ogenblik van hun indiensttreding.

Artikel 4

De lonen bedragen op 1 september 2013:

EURO

Niveau 1:

helpers(sters) en afwerkers(sters) – 11,0445 EURO

Niveau 1bis:

helpers(sters) en afwerkers(sters) na 3 jaar anciënniteit – 11,5894 EURO

Niveau 2:

de assistenten werklieden en werksters – 12,1944 EURO

Niveau 3 :

geschoolde werklieden en werksters - 13,0038 EURO

Niveau 4 :

goedgeschoolde werklieden en werksters (keurwerksters) – 13,4099 EURO

Niveau 5 :

taille-werkman en taille-werkster – 13,8159 EURO

Artikel 5

Vanaf 01 januari 2014 wordt een fietsvergoeding ingevoerd ten bedrage van 0,12 euro per km. Deze bepaling wordt voor onbepaalde duur gesloten.

Artikel 6

De syndicale premie wordt vanaf 01.01.2014 van 128 euro naar 135 euro gebracht. De financiering hiervan zal geregeld worden via modaliteiten afgesproken in het Gemeenschappelijk Fonds voor Bestaanszekerheid ten behoeve van hun respectieve sectoren der meesterkleermakers, kleermaaksters en naaisters, en naai- en snijwerk dames.

Hoofdstuk 3. – Huisarbeid

Artikel 7

Het maakloon wordt berekend door het aantal uren vereist voor de uitvoering van elk stuk te vermenigvuldigen met het uurloon overeenstemmend met één van de functies vermeld in artikel 4 van de C.A.O.

Artikel 8

Het globale loon van de huisarbeiders en –arbeidsters wordt bij elke uitbetaling met 10% verhoogd als schadeloosstelling voor de algemene kosten welke te hunnen laste vallen (verwarming, verlichting, enz.). Deze vergoeding wordt op 15% gebracht wanneer de huisarbeiders en –arbeidsters zelf de kleine benodigdheden (garen, koorzijden, enz.) leveren.

Artikel 9

Onverminderd de bepalingen van de wet van 26.01.1951 en 04.08.1978 betreffende het bijhouden van de sociale documenten worden de in art. 6 bedoelde vergoedingen bij elke uitbetaling afzonderlijk in het loonboekje ingeschreven. De in art. 7 bepaalde uren voor uitvoering van elk kledingstuk moeten schriftelijk worden vastgelegd bij het afsluiten van de arbeidsovereenkomst.

Hoofdstuk 4. – Arbeidsduur

Artikel 10

De maximumgrens van de wekelijkse arbeidsduur is vastgesteld op 38 uren.


Artikel 11

De wekelijkse arbeidsduur wordt over vijf dagen van de week verdeeld. De dag van inactiviteit wordt bij overeenkomst tussen de werkgever en de meerderheid van zijn of haar werklieden en werksters, hetzij op maandag of op zaterdag, hetzij beurtelings op maandag en op zaterdag bepaald.

Artikel 12

In afwijking van de bepalingen van art. 11 mag de werkgever, in overeenstemming van de meerderheid van de werklieden en werksters, het werk over zes dagen verdelen, op voorwaarde dat per week aan elke werknemer individueel, hetzij op zaterdag, hetzij op maandag, een dag van inactiviteit wordt toegekend volgens een tussen de partijen overeengekomen beurtstelsel.

Artikel 13

De werkgevers delen aan de voorzitter van het Paritair Comité de krachtens artikel 11,  of artikel 12 in hun onderneming ingevoerde arbeidsregeling mede. De voorzitter geeft kennis van deze arbeidsregeling aan de in het Paritair Comité voor de meester-kleermakers, de kleermaaksters en naaisters vertegenwoordigde organisaties.

Hoofdstuk 5. – Tijdskrediet

Artikel 14

In uitvoering van artikel 8 § 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 103 wordt de leeftijd op 50 jaar gebracht voor de werklieden die 1/5de loopbaanvermindering in het kader van een landingsbaan nemen en die voldoen aan de in voornoemd artikel 8 § 3 opgesomde voorwaarden. Van deze mogelijkheid kan alleen gebruik gemaakt worden mits akkoord van de werkgever.

De bepalingen van dit artikel gelden voor de periode van 1 januari 2014 tot en met 31 december 2014.

Hoofdstuk 6. – Slotbepalingen

Artikel 15

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2013 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 2014. Zij wordt van jaar tot jaar stilzwijgend verlengd, indien zij voor de jaarlijkse vervaldag niet door één van de ondertekenende partijen wordt opgezegd, mits een opzegging van drie maanden, bij een ter post aangetekend schrijven, gericht aan de voorzitter van paritair comité voor de meester-kleermakers, de kleermaaksters en naaisters en aan de daarin vertegenwoordigde organisaties.